



PROCÈS VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 14 MARS 2024

Membres de droit

Mme BERTRAND DORLEAC [Présidente de la FNSP]	Excusée [proc. à M. Gallet]
Mme COLIN [Directrice Générale de la DGAFP]	Excusée [proc. à M. Gallet]
Mme LE BRIGNONEN [Directrice de l'INSP]	Représentée par M. Lartigau, présent
M. LEWIS [Président de l'Université de Bordeaux]	Représenté par M. Pujolar

Personnalités extérieures

Mme BOSDECHER	Présente	M. LEÏS	Présent
M. ETCHEÛAHARRETA	Présent	Mme PAPIN	Présente en visio
M. GALLET	Présent	M. POTIER	Présent

Enseignants (Collège A)

M. COMPAGNON	Présent	M. DÉLOYE	Excusé [proc. à M. Leÿs]
Mme DUCHESNE	Excusée [proc. à M. Compagnon]	M. TIBERJ	Excusé [proc. à M. Compagnon]
M. FERRIÉ	Présent en visio		

Enseignants (Collège B)

Mme GAUDIN	Présente	Mme N'DIAYE	Excusée [proc. à Mme Lecis Cocco Ortu]
Mme LECIS COCCO ORTU	Présente	Mme PISTRE	Présente
Mme NAKANABO DIALLO	Excusée [proc. à Mme Pistre]		

Collège BIATSS

M. ROUGER	Présent
-----------	---------

Étudiant-e-s

M. BALLET	Présent	Mme DELFAUD	Présente
Mme BONNAUD	Présente	M. DIARD	Présente
Mme PAIRO	Présente	M. DOUBERCHTEIN-GRIGORIEFF	Présent
Mme TRICHET	Présente	M. FOURRIER	Présent
		M. LAMBERT	Présent

Membres Ès Qualités

Mme AMMAR-KHODJA [Agent comptable]	Présente
M. DARBON [Directeur de Sciences Po Bordeaux]	Présent
Mme LEBRUN [Représentant Mme la Rectrice de l'Académie de Bordeaux]	Présente
M. BARREAULT [Directeur Régional des Finances Publiques]	Présent
M. GALDERISI [Recteur délégué ESRI]	Excusé
Mme COUDERC [Directrice Générale des Services]	Présente

Invité-e-s

Mme ANNEZO	Excusée	M. HOFMANN-MARTINOT	Excusé
Mme BASSOULET	Présente en visio	M. LACAZE	Présent
M. BERROU	Excusé	M. LAFORE	Excusé
M. BERTRAND (Gilles)	Présent	M. LE GRAËT	Présent
M. BERTRAND (Olivier)	Excusé	M. LEMAIRE-PATIN	Présent
Mme CARDONA	Présente	Mme MARTIN	Excusée
Mme CARON	Présente	M. MBAYE	Présent
M. CORNU	Présent	Mme PELLARINI	Excusée
Mme DELAMARRE	Présente	Mme PINCHAULT	Présente
Mme DUENAS	Présente en visio	M. PRÉVOT	Excusé
M. DUVERGER	Présent	M. RAMON	Présent
Mme FALLERI-VIALARD	Présente en visio	Mme REILHAN	Excusée
Mme FOREST	Présente en visio	M. SADLAN	Présent en visio
M. SMITH	Excusé	Mme TAJRI	Excusée
Mme THIRIOT	Présente		

M. Gallet salue les membres du conseil d'administration et donne lecture des procurations.

1. Informations générales

■ Approbation du Procès-Verbal du Conseil d'Administration du 20/12/2023 PJ.1

En l'absence de remarques, M. Gallet soumet au vote l'approbation du procès-verbal de la séance du 20 décembre 2023.

Résultat du vote	Délibération 2024-01
Effectif statutaire du CA	30
Membres en exercice	27
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote	7
	Pour 27
	Contre 0
	Abstention 0

→ Résultat : adoptée

■ Point d'information sur l'actualité de l'établissement

M. Darbon informe avoir déposé la proposition de référentiel national des compétences professionnelles avec l'ensemble des Sciences Po (les 9 Sciences Po de région et Sciences Po Paris). Ils attendent les retours du ministère. Une réunion est prévue demain avec le corps enseignant pour discuter des dix compétences que recouvrera désormais le diplôme de Sciences Po.

■ Point d'information sur le Réseau de Chaleur Urbain

Mme Couderc informe le conseil d'administration sur l'avancement du projet interuniversitaire de réseau de chaleur urbain, mené en collaboration avec la métropole bordelaise. La chaufferie collective de l'université arrivera en fin de vie dans environ deux ans et sera remplacée par une nouvelle. Les enjeux incluent la sécurisation de l'approvisionnement énergétique, l'amélioration du mix énergétique et une énergie la plus décarbonée possible. Un groupement de commandes a été signé l'été dernier pour aider à la maîtrise d'ouvrage : il s'agissait de pouvoir réaliser des études pour la construction juridique et le modèle de réseau, ainsi que pour le projet d'efficacité énergétique (Smart Grid). Toutes les prestations intellectuelles relatives à la gestion du projet sont ainsi en cours ou finalisées. Les éléments constitutifs d'un groupement d'intérêt public (GIP) seront présentés en juin ou septembre.

M. Pujolar ajoute que le projet, travaillé depuis deux ans avec la métropole, vise à garantir aux établissements du site une certaine autonomie vis-à-vis des fournisseurs et des fluctuations du marché de l'énergie. C'est une opération emblématique, nécessitant une ingénierie juridico-financière poussée. Bien que le calendrier ait été légèrement décalé en raison de difficultés avec l'appel d'offres de la métropole, le délai de deux à deux ans et demi devrait être respecté.

2. Affaires financières

■ Approbation du compte financier 2023 PJ.2.1, 2.2, 2.3

Mme Cardona rappelle que le budget initial de l'année 2023 a été voté en conseil d'administration en décembre 2022, suivi de deux budgets rectificatifs en juillet et décembre 2023. La présentation se fera en trois parties : I) le tableau des emplois, II) les autorisations budgétaires en recettes et en dépenses, et III) quelques ratios financiers. Elle cédera ensuite la parole à leur agent comptable, Mme Ammar-Khodja.

S'agissant du tableau des emplois (I) :

- Au budget rectificatif n° 2, le plafond des emplois a été ajusté de 56 à 58 ETPT, conformément à la notification ministérielle. L'établissement n'a cependant pas utilisé ce nombre maximal, afin de conserver une marge de manœuvre pour les années à venir en fonction des besoins.

- Au 31 décembre, 49 ETPT sous plafond et 25 hors plafond ont été consommés, soit une réalisation de 99 % (contre respectivement 50 et 25 ETPT prévus au dernier budget rectificatif).

S'agissant des autorisations budgétaires (II) :

- Au 31 décembre, les dépenses se sont élevées à 8 524 000 € en autorisations d'engagement et 8 600 000 € en crédits de paiement. Les recettes ont atteint 9,4 millions d'euros, générant un solde budgétaire excédentaire de 832 438 €.
- Les recettes :
 - Taux de réalisation de 101 %.
 - Sur les 9,4 millions de recettes enregistrées, 82 % sont des recettes globalisées et 10 % sont fléchées.
 - Les trois principales ressources de l'établissement sont les recettes propres (50 %), la subvention pour charges de service public (28 %) et les autres financements publics fléchés (16 %).
 - Hausse de 3 % des recettes par rapport à l'année 2022, soit 208 000 €.
 - La croissance des recettes ralentit depuis 2021, passant de 8 % en 2021, à 5 % en 2022 et 3 % cette année.
 - Contrairement à l'année précédente, les recettes proviennent principalement des unités budgétaires de formation initiale et des fonctions de soutien et de support, avec une baisse de 36 % des recettes issues de la recherche (liée au rythme de vie des projets de recherche).
 - Deux recettes ont fortement augmenté par rapport à 2022 :
 - La subvention pour charges de service public, du fait de divers facteurs : la notification tardive de 2022, qui a été prise en compte en 2023 pour un montant de 196 000 € ; une augmentation du soutien du ministère au surcoût énergétique ; la compensation de l'exonération des droits d'inscription des étudiants boursiers ; la compensation de la hausse de la valeur du point d'indice.
 - Les autres financements publics fléchés, notamment des projets financés par la région Nouvelle-Aquitaine, le complément de versement de l'agence Erasmus+, et un décalage de calendrier pour certains projets tels que Prépa Talents et l'INSP.
 - Analyse des recettes selon leur origine.
 - La mise en place d'un deuxième budget rectificatif en fin d'année est utile puisque le taux de réalisation de 101 % est très proche de la prévision.
 - L'attention portée à la concordance des origines entre prévisions et réalisations a été fructueuse, les décalages constatés étant liés à un décalage dans le temps au niveau des encaissements.
 - Cependant, deux recettes affichent des taux de réalisation inférieurs à 90 % : la subvention d'exploitation et financement des actifs de l'Union européenne, liée à un projet de recherche au CED, et les fonds propres, réserves et dons.
- Les dépenses :
 - Indicateurs généraux.
 - Les dépenses en crédits de paiement, estimées à 9 377 000 €, ont été consommées à 92 %, laissant 777 000 € disponibles. Malgré une légère baisse par rapport à 2022, le taux de réalisation en autorisations d'engagement reste correct, à 94 %.
 - Le taux d'exécution des crédits de paiement diminue de 97 % en 2022 à 92 % cette année.
 - Les taux d'exécution en dépenses de fonctionnement et d'investissement restent en dessous des prévisions, respectivement à 87 % et 89 %. Cette analyse invite à une réflexion collective au sein de l'établissement sur les mesures à prendre.
 - Les dépenses de personnel.
 - Elles s'élèvent à 4 472 000 € pour une prévision de 4 634 000 € et représentent 57 % des dépenses, hors investissement. Des efforts continus sont déployés pour leur suivi, notamment avec la stabilisation du contrôleur de gestion au centre de la direction des affaires financières et l'adoption de nouveaux outils.
 - Le taux d'exécution des dépenses de personnel s'améliore constamment depuis 2019, atteignant 97 %.
 - Les dépenses de personnel sont passées de 2,7 millions à 4,4 millions entre 2019 et 2023. Cette augmentation est à mettre en parallèle avec l'accroissement des équivalents temps plein travaillés, passés de 44 à 74 sur la même période.

- En comparaison avec 2022, il y a une augmentation de 6 % de la masse salariale. La hausse principale provient des fonctions de support, notamment le service des ressources humaines, en raison de l'accroissement des recrutements, des remplacements de personnels administratifs, ainsi que de l'augmentation des primes et des vacances.
- Les dépenses de fonctionnement.
 - Les dépenses de fonctionnement ont connu une diminution en 2023, avec des crédits non consommés à hauteur de 530 000 €, répartis principalement entre les fonctions de support (60 %), la recherche (20 %), la formation (13 %) et les fonctions soutien (7 %). 80 % des crédits non consommés de la recherche proviennent de recettes fléchées et sont reportés sur l'année suivante, n'impactant pas le fonds de roulement de l'établissement. Les dépenses de fonctionnement n'ont augmenté que de 1 % par rapport à 2022.
 - Focus sur les dépenses de fluides : augmentation des prix de l'électricité (100 %) et du gaz, mais une diminution de 15 % de la consommation globale depuis 2019. Le soutien ministériel pour les charges de service public a également augmenté, passant de 36 000 € en 2022 à 81 000 € cette année.
 - Focus sur le Fonds pour la diversité sociale et territoriale : diminution des aides allouées aux stages, aux accidents de la vie et aux projets Balafon, augmentation des aides pour les tests linguistiques (de 7 235 € en 2019 à 23 000 € cette année) et les césures (de 280 € en 2019 à plus de 21 000 € cette année).
- Les dépenses d'investissement.
 - Malgré une nette amélioration en 2022, le taux d'exécution est retombé à 89 % en 2023.
 - Bien que la part des crédits d'investissement alloués à la recherche soit modeste, le taux d'exécution dans ce domaine a atteint 97 % cette année, conformément aux objectifs précédemment fixés.
 - Le taux d'exécution du service de la DSIN est de 93 %.
 - Le taux d'exécution des dépenses d'investissement pour le patrimoine est faible et un travail a été engagé pour y remédier.
 - Après une augmentation des consommations de crédits en 2021 due à des travaux immobiliers importants (l'île 2003 et l'avenue Léon Duguit), une baisse s'est amorcée en 2022 et s'est poursuivie en 2023. Mme Cardona souligne qu'ils ont conscience que leur fonds de roulement est très important et assure que des actions sont entreprises pour utiliser ce fonds dans les années à venir. Des démarches de publication des marchés publics et de lancement de travaux ont été entamées.
- Évolution des dépenses depuis 2019.
 - Les dépenses globales ont augmenté de 40 %, avec une légère baisse en 2020 due à la pandémie. Les dépenses de personnel ont connu la plus forte progression, avec une augmentation de 61 %, attribuable à l'augmentation des effectifs et à la politique de revalorisation salariale. Les dépenses d'investissement sont plus cycliques, dépendant des projets numériques et immobiliers.
 - Quant aux dépenses de fonctionnement, après la baisse de 2020, elles ont fortement augmenté en 2021 et 2022, avec une stabilisation cette année.
- Le taux d'exécution des dépenses de fonctionnement et d'investissement.
 - Le taux d'exécution des dépenses de fonctionnement et d'investissement est inférieur aux prévisions.
 - Plusieurs facteurs sont identifiés : 1) la mobilité et l'absence de personnel administratif ainsi que la réorganisation des services entraînent une méconnaissance des procédures budgétaires. 2) La spécificité de certaines missions compliquant la concordance entre prévisions et réalisations.
 - Les nouvelles mesures mises en place : le renforcement de l'accompagnement par la Direction des affaires financières, l'amélioration de la communication financière par la création d'un espace dédié sur l'ENT, l'automatisation des procédures avec la gestion électronique de documents, et la mise en place de connecteurs entre les outils financiers. De plus, une collaboration avec le service du patrimoine est engagée pour simplifier le suivi des dépenses.

S'agissant des ratios financiers (III) :

- Le poids relatif des dépenses de personnel reste stable : 57 %.

- Le poids des recettes propres par rapport aux recettes totales de l'établissement demeure stable à 50 %, comparé à 51 % l'année précédente.
- Enfin, le niveau final des restes à payer reste constant, mais significatif, avec un pourcentage inchangé de 13 %.

Mme Ammar-Khodja poursuit la présentation et annonce le déroulé : I) les faits marquants de l'année 2023 ayant impacté les comptes, II) les chiffres de la comptabilité patrimoniale, et III) quelques agrégats financiers.

S'agissant des faits marquants de 2023 (I) :

- L'aide européenne REACT EU, concrétisée en 2023. Cette aide était dédiée à la modernisation des espaces physiques d'apprentissage et au renforcement de la mutualisation, avec des dépenses totales atteignant 680 000 €.
- L'achèvement des travaux de rénovation de l'aile 2003 au 31 décembre 2023, représentant un investissement intégré à l'actif pour un peu plus de 1,5 million d'euros.
- La mise en place du projet de gestion électronique des documents avec la solution ELISE, amorcée en 2023 avec une phase de test et de production.

S'agissant de la comptabilité patrimoniale (II) :

- Le résultat comptable.
 - Son montant :
 - Le compte de résultat révèle un résultat positif pour l'exercice 2023, avec un bénéfice de 198 810 €.
 - Les charges totales ont augmenté de 6,63 % par rapport à l'année précédente, atteignant ainsi 8,9 millions d'euros pour l'exercice 2023. Cette augmentation touche plusieurs postes, avec une hausse de plus de 5 % pour les charges d'exploitation, de 1 % pour les charges de personnel, et également de 1 % pour les charges d'intervention.
 - Variations des dépenses :
 - Les achats
 - Les fluides (+124 000 € sur l'électricité et +30 000 € sur le gaz).
 - Fournitures et matériels (-11 000 €).
 - Fournitures et produits d'entretien (+ 23 000 €), en raison de l'augmentation du coût des matières premières.
 - Les services extérieurs
 - Les études et recherches (- 110 000 €), du fait de la fin de deux études.
 - Les locations (+ 30 000 €).
 - Les frais de colloques (- 8 000 €).
 - Les autres services
 - Les frais de déplacement (+55 000 €), à mettre en relation avec les nouveaux taux de remboursement et la baisse du nombre de missions.
 - Les prestations informatiques ont augmenté en lien avec le projet de Gestion Électronique des Documents (GED).
 - La masse salariale est le plus gros poste (53 % des charges totales) et augmente de 3,24 % par rapport à 2022 du fait de l'augmentation du nombre d'ETPT (+2 ETPT sous plafond et +3 ETPT hors plafond, soit 49 ETPT). La masse salariale sur le budget État représente 8,3 millions d'euros pour 101 ETPT.
 - Les charges d'intervention
 - Les aides attribuées aux étudiants (+110 000 €).
 - Les subventions versées aux associations (+ 99 000 €, dont 30 000 € pour la Chaire TerrESS, 15 000 € pour l'organisation de colloques et 17 000 € pour les activités artistiques).
 - Les amortissements (+134 000 €), augmentation liée à la mise en service de l'avenue Léon Duguit l'année dernière pour un peu plus de 600 000 € et l'aile 2003 pour un peu plus de 1,5 million.
 - Les provisions (+11 000 €).

- Les produits :
 - Au global, ils diminuent de 3,37 % (soit 319 000 €), avec un total de 9,2 millions d'euros en comptabilité générale pour l'année 2023.
 - En diminution : la formation continue (-71 000 €, dû au cycle de formation sur deux ans), la formation en apprentissage (-73 000 €, lié à la baisse du nombre d'apprentis et à la refacturation des frais de gestion et des charges de personnel par l'université de Bordeaux), la taxe d'apprentissage, les autres subventions (-176 000 €). Dans ce dernier poste, la comptabilisation de REACT UE pour 155 000 € et une aide de l'État de 39 000 € pour compenser la hausse du coût de l'électricité ont été enregistrées.
 - En augmentation : les droits de scolarité (+55 000 €, en raison d'une hausse de 1 % du nombre d'étudiants et de la variation du droit modulé moyen), la subvention pour charges de service public (+129 000 €), les dons (+61 000 €, principalement sur la chaire TerrESS).
- La trésorerie.
 - Éléments généraux.
 - Au 31/12/2023, elle s'élève à un peu plus de 10 723 918 €, soit +553 000 €.
 - Cela représente 490 jours de crédits de paiement en dépenses de fonctionnement et en personnel, avec un coût journalier de 21 883 €.
 - La variation de la trésorerie se compose de 3 montants :
 - Le solde budgétaire (+832 438 €).
 - Les opérations gérées en compte de tiers (-106 517 €).
 - Les opérations pour compte de tiers (-72 537 €).
 - Cela donne une variation de +553 384 €.
- Rappel sur les dépôts de fonds : l'IEP peut uniquement placer des fonds liés aux dons. Ils s'élèvent à un peu plus de 80 000 € sur 2023.

S'agissant des agrégats financiers (III) :

- La capacité d'autofinancement.
 - La CAF s'élève à 788 770 €.
 - Le taux de couverture des acquisitions par la CAF s'élève à 113 %
- Le fonds de roulement global.
 - Il s'agit des capitaux propres (29,6 millions d'euros) auxquels on a retiré l'actif immobilisé (20,1 millions d'euros).
 - Il s'élève à 9 445 604 €.
 - Le besoin en fonds de roulement est de -1 278 314 €. €, ce qui signifie que l'établissement encaisse plus vite ses recettes qu'il ne décaisse ses dépenses.
 - Au 31/12/2023, le fonds de roulement net mobilisable s'élève à 1 471 456 €, soit 67 jours de dépenses de fonctionnement et de personnel.
- Analyse de la soutenabilité à partir de la trésorerie : le solde de trésorerie s'élève à 2 786 494 €, soit 125 jours de dépenses de fonctionnement et de personnel.

Mme Ammar-Khodja conclut son intervention en évoquant les chantiers de 2024, à savoir la mise en place d'un suivi de l'apurement des services faits réalisés par l'ordonnateur et la réalisation d'un inventaire physique pour garantir la présence effective des biens figurant à l'actif.

M. Gallet demande confirmation qu'environ 80 % du fonds de roulement est déjà fléché.

Mme Ammar-Khodja confirme.

M. Barreault souligne la bonne santé financière de l'établissement, mais émet quelques réserves concernant le taux d'exécution faible, la sous-consommation d'emplois et le fonds de roulement trop élevé. Certes, des projets importants d'investissement sont annoncés (l'amélioration du chauffage par la géothermie, la création d'un nouvel amphithéâtre), mais M. Barreault exprime des doutes quant à la capacité de l'établissement à mener à bien ces projets. En effet, ces projets semblent prendre beaucoup de temps à se réaliser. M. Barreault suggère de faire une présentation lors d'un prochain CA de ces projets et des moyens mis en œuvre pour les mener à bien. Il conclut en prévenant que la direction du budget est en train d'adopter une nouvelle doctrine, qui privilégie la gestion basée sur la trésorerie plutôt que sur les subventions pour charges de service public. Cette évolution pourrait exposer l'établissement à des risques dès l'année prochaine.

M. Darbon le remercie pour son analyse et reconnaît des difficultés dans la gestion du plan d'investissement à long terme, notamment en raison des périodes de vacances du personnel patrimonial. Il assure qu'ils vont suivre les recommandations de renforcer la gouvernance et de développer leurs capacités de gestion des projets de développement et d'investissement.

M. Gallet s'interroge sur les raisons expliquant les difficultés à recruter.

M. Darbon met en avant la faible attractivité de la fonction publique en général.

Mme Couderc pointe la problématique salariale, précisant que c'est un défi commun à de nombreux établissements publics. Des secteurs tels que l'informatique et le patrimoine sont en tension, tant dans le public que dans le privé. Cette situation entraîne des postes vacants et une rotation rapide du personnel, car les agents peuvent rapidement obtenir des salaires plus élevés ailleurs. Cela pose d'autant plus problème que les projets du service public s'inscrivent sur un temps long.

M. Potier souhaiterait obtenir plus d'informations sur deux sujets : la volatilité des droits modulés et d'inscription et l'augmentation des aides aux tests linguistiques et à la césure.

Mme Couderc répond que l'augmentation des droits modulés est due à la croissance du nombre d'étudiants et à l'augmentation des revenus de référence, les droits modulés n'ayant pas été modifiés depuis leur création. En ce qui concerne les tests linguistiques que les étudiants passent pour se positionner au moment de la mobilité, ils sont devenus gratuits suite à la demande des élus étudiants. Quant aux aides pour les césures, elles sont relativement récentes et sont destinées à soutenir les étudiants pendant leurs périodes de césure.

M. Barreault estime que sur la question du recrutement, les aspects salariaux ne sont pas les seuls éléments en jeu. Il encourage l'établissement à explorer les grilles salariales avec le contrôleur budgétaire et à mener des actions proactives pour attirer les candidats, comme recruter des personnes juste sorties d'école (école de travaux publics, école d'ingénieurs) ou mettre en avant les atouts de Sciences Po et de la région de Bordeaux pour rendre les postes plus attractifs.

Mme Couderc indique que l'établissement prend déjà des mesures dans ce sens, notamment en développant l'apprentissage.

M. Bertrand (Olivier) considère que globalement, l'établissement ne rencontre pas de difficultés pour recruter. Des mesures ont été prises, telles que la revalorisation des salaires des agents contractuels et le régime indemnitaire des personnels administratifs titulaires. Cependant, il reconnaît qu'il y a un déficit de candidats pour les fonctions spécifiques du patrimoine. Il précise que les recrutements précédents étaient principalement axés sur la maintenance et l'accompagnement à la maîtrise d'ouvrage et qu'il faudra recruter un profil différent pour la mise en œuvre d'une véritable politique d'investissement.

M. Lambert se réjouit du solde budgétaire excédentaire de Sciences Po Bordeaux, qui ouvre selon lui des perspectives pour améliorer les conditions de vie et d'études des étudiants. Il précise également, par rapport à la question de M. Potier sur les droits modulés, qu'il y a eu une augmentation significative du nombre d'étudiants boursiers.

Mme Pistre exprime une inquiétude concernant le manque de personnel durant les deux années de réforme, notamment en ce qui concerne les conférences de méthode en langue.

M. Bertrand (Olivier) assure que les offres vont être publiées sur le site de l'IEP très prochainement.

M. Leys s'étonne du doublement du prix de l'électricité et du gaz. Il se dit prêt à examiner ce point, car il trouve cela excessif.

M. Gallet aimerait qu'une présentation de la politique de l'établissement sur les réseaux sociaux soit faite lors d'un prochain CA. Il estime que l'activité de l'IEP sur LinkedIn est insuffisante, alors même que c'est un outil crucial pour les recruteurs.

En l'absence d'autres remarques, M. Gallet met aux voix l'approbation du compte financier.

Résultat du vote		<i>Délibération 2024-02</i>
Effectif statutaire du CA		30
Membres en exercice		29
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote		7
	Pour	29
	Contre	0
	Abstention	0

→ Résultat : adoptée

■ Point sur le Contrôle Interne Comptable et Budgétaire PJ 3

M. Cornu rappelle que le contrôle interne vise à maîtriser les risques et à améliorer la qualité comptable et budgétaire, en vue de mieux piloter les activités, fluidifier le fonctionnement des services, et renforcer la confiance des financeurs, usagers et organismes de contrôle. Le bilan d'exécution répond aussi à la récente réforme des gestionnaires publics : depuis le 1^{er} janvier 2023, il y a un partage des responsabilités entre l'ordonnateur et le comptable, via le Contrôle Interne Comptable et Budgétaire (CICB), pour garantir l'efficacité des processus et des dispositifs.

M. Cornu propose un état des lieux du CICB à Sciences Po Bordeaux :

- Une auto-évaluation a été réalisée, aboutissant à l'identification de huit processus clés et à l'établissement de cartographies des risques.
- Lors du conseil d'administration de décembre 2022, une cartographie recensant 48 risques a été votée, accompagnée d'un plan d'action pluriannuel mettant en avant 20 actions à réaliser sur 2023-2025 pour réduire voire éliminer ces risques.
- Sur les 20 risques du plan d'action, 11 ont été traités ou abordés, ce qui représente un taux d'exécution de plus de 50 %. Pour ces 11 risques, le niveau d'avancement fin 2023 est à 78 %. 7 risques ont un niveau d'avancement de 80 % ou plus.

M. Cornu présente deux risques concrets pour illustrer son propos :

- Le processus de la dépense.
 - La certification du service fait est cruciale pour le paiement de la facture et qu'un manque de partage d'informations entre les services prescripteurs et la DAF entraîne des retards ou des absences de certification.
 - Pour remédier à cela, trois types de contrôles ont été instaurés :
 - Un échange mensuel entre certains services (notamment ceux qui sont générateurs du plus de commandes) qui donne lieu à un partage d'information avec la DAF ;
 - Un rapport trimestriel de la DAF aux chefs de service avec leur taux d'exécution de leur budget ;
 - Un examen annuel des engagements juridiques en décembre.
 - Parallèlement, des actions de formation et de sensibilisation sont menées auprès des services prescripteurs et seront renforcées avec les nouveaux paramétrages de la solution GED (Gestion Électronique des Documents), puisque ce sont désormais ces services qui seront à l'initiative des services faits. Le processus sera automatisé et les tâches seront envoyées de manière automatique à la DAF pour le traitement de ce service fait.
- L'insoutenabilité budgétaire des activités de formation et de recherche dans le processus budgétaire.
 - Ce risque est classé au niveau de maîtrise 2, soit un niveau de maîtrise faible.
 - Pour y répondre, une comptabilité analytique a été lancée pour calculer les coûts, selon le modèle P2CA de la DGFIP, et vise à terme à aboutir à un outil d'aide à la décision. Le travail consiste à segmenter les charges selon quatre axes (coûts directs formation, coûts directs recherche, fonctions support, fonctions soutien) et à répartir les coûts indirects sur les activités de formation et de recherche à l'aide de clés de répartition spécifiques à l'établissement.
 - Ils ont aujourd'hui atteint un premier jalon, à savoir la connaissance des coûts par activité pour l'année 2022 : 71 % des ressources sont consacrées à la formation, avec 43 % de coûts directs, 31 % de fonctions de soutien et 26 % de fonctions support.
 - Pour l'année 2024, l'enjeu sera d'affiner les données, notamment pour la formation (avoir un coût plus précis pour le premier cycle et par filière master) et de communiquer efficacement auprès des enseignants et des responsables de parcours.

Concernant les actions à venir, le comité de pilotage se réunira en 2024 pour discuter de l'actualisation de la charte CICB, qui date de 2018, et un bilan des actions de 2024 sera présenté au Conseil d'administration de décembre, avec une mise à jour de la cartographie et du plan d'action.

M. Gallet s'enquiert d'éventuelles questions.

M. Potier demande confirmation que la maîtrise représente le rapport entre le risque brut et les mesures de remédiation apportées.

M. Cornu confirme : il s'agit d'une cotation des risques, basée sur un document de la DGFIP.

■ Liste des marchés publics 2023

M. Mbaye informe qu'il y avait deux marchés publics pour l'année 2023. Tout d'abord, celui des assurances, notifié le 30 juin 2023. Il s'agit d'un renouvellement de marché d'une durée de 48 mois, pour un montant à ce jour de 64 218,40 €. Ensuite, le marché de copieurs des personnels, passé en centrale d'achat et notifié le 16 mai 2023, également pour une durée de 48 mois, avec un montant à ce jour de 165 437,29 €.

■ Subventions aux associations (Commission de la Vie Associative et Contribution à la Vie Étudiante et de Campus) PJ.4.1 et 4.2

M. Lambert présente le bilan des subventions accordées aux associations pour la première partie de l'année 2023-2024.

Il rappelle que le conseil d'administration avait approuvé un budget de 23 000 € pour la commission vie associative (CVA) et un budget de 18 000 € pour la Contribution de Vie Étudiante et de Campus (CVEC). Concernant la CVA, 21 associations ont été financées au cours du premier semestre pour un montant total de 13 058,83 €. Pour la CVEC, un montant de 10 010,34 € a été dépensé jusqu'à présent, dont une partie peut être prise sur le budget participatif, et 6 000 € ont été alloués à l'association sportive pour réduire les coûts de transport en bus pour les Jeux inter-IEP. L'objectif des élus étudiants est de soutenir les associations pour animer la communauté Sciences Po Bordeaux, ce qui est actuellement le cas avec une cinquantaine d'associations actives qui contribuent à enrichir la vie de l'IEP. M. Lambert rappelle enfin qu'un règlement pour la commission vie associative est en cours de rédaction en partenariat avec la direction, pour assurer une gestion plus efficace des fonds alloués à la CVA.

M. Potier émet une interrogation concernant une conférence sur le féminisme islamique organisée par l'Association Lallab. Bien qu'il soit attaché à la diversité des points de vue dans les débats et échanges, il rappelle que la neutralité politique et religieuse doit être respectée dans l'attribution de fonds publics. Il trouve important de s'assurer que les activités financées par Sciences Po Bordeaux ne conduisent pas à du prosélytisme et se réjouit de la rédaction d'un règlement intérieur pour cadrer cela.

M. Darbon le remercie pour son intervention, qui va dans le sens des discussions en cours sur la réforme du règlement des associations puisqu'il s'agit de renforcer le contrôle et la réglementation des activités à connotation politique, religieuse, etc.

Mme Delfaud explique que la conférence est organisée par Les Orientalistes, une association de Sciences Po Bordeaux, qui a fait appel à l'Association Lallab pour l'organisation de cette conférence. Malgré les controverses passées autour de cette dernière, le projet a été suffisamment défendu et étayé devant la commission de vie associative pour mériter un financement. Elle assure que les membres de la commission sont attentifs à ces sujets.

■ Fixation des tarifs de l'école d'été Défense & Espace 2024 PJ.5

Mme Cardona informe que la Chaire Défense Aérospatiale organise comme chaque année une école d'été et qu'il s'agit de se prononcer sur les tarifs suivants : 100 € pour les étudiants et doctorants de l'enseignement supérieur en présentiel, 200 € pour les universitaires, professionnels, civils et militaires en présentiel.

En l'absence de remarques, M. Gallet soumet au vote la délibération.

Membres en exercice	29
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote	7
	Pour 23
	Contre 0
	Abstention 6

→ Résultat : adoptée**■ Modification des tarifs de la Formation Continue PJ.5**

M. Le Graët explique qu'il s'agit de supprimer les frais de dossier pour la Validation des Acquis de l'Expérience (VAE) suite à la réforme de la VAE datant de décembre 2022 et à la parution de son décret d'application en décembre 2023. La recevabilité devenant gratuite, il n'est plus nécessaire pour Sciences Po Bordeaux de prélever ces frais, qui sont donc supprimés.

En l'absence de remarques, M. Gallet soumet au vote la délibération.

Résultat du vote	<i>Délibération 2024-04</i>
Effectif statutaire du CA	30
Membres en exercice	29
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote	7
	Pour 29
	Contre 0
	Abstention 0

→ Résultat : adoptée**■ Modification des tarifs de la bibliothèque PJ.5**

Mme Delamarre informe qu'il est proposé au conseil d'administration de rendre l'inscription des lecteurs extérieurs gratuite. Actuellement, le tarif d'inscription pour les étudiants est de 34 €, intégré dans les frais d'inscription à l'établissement. Dans un contexte d'ouverture de l'université à la société, il est proposé de faciliter l'accès à la documentation pour les lecteurs extérieurs en proposant une inscription gratuite. Mme Delamarre souligne que cette démarche s'inscrit dans une politique de site, les autres établissements du site étant également engagés dans cette démarche de gratuité.

M. Gallet demande si cela concerne beaucoup de personnes et s'enquiert de leur profil.

Mme Delamarre répond qu'il y a entre 50 et 100 inscriptions de lecteurs extérieurs par an. Elle précise qu'il s'agit principalement d'une position de principe, car la plupart de ces lecteurs extérieurs bénéficient déjà de tarifs réduits, voire de la gratuité, et que cela fait deux ou trois ans qu'ils n'ont reçu aucune recette de ces inscriptions. Concernant le profil des lecteurs extérieurs, il s'agit d'étudiants venant d'universités en dehors de Bordeaux, ainsi que des personnes suivant des formations continues et souhaitant se préparer notamment à des concours.

M. Barreault propose d'examiner lors d'une prochaine réunion du conseil d'administration la répartition des compétences entre le conseil et la direction de l'établissement : il trouve important que le CA se concentre sur des sujets stratégiques tels que les projets d'investissement, plutôt que sur des sujets très précis de gestion au quotidien.

M. Gallet partage cet avis. Il suggère d'établir une liste de certaines décisions de gestion courante à déléguer au directeur, selon leur montant ou leur nature, et s'enquiert de la procédure à suivre pour accorder cette délégation de pouvoir.

Mme Couderc explique que les délégations du directeur ont été examinées en septembre dernier. L'administration est ouverte à l'idée d'étendre ces délégations, mais cela soulève des débats auprès des élus étudiants. Elle se dit prête à établir une liste de délégations supplémentaires, mais précise qu'elle devra être adoptée à la majorité de l'ensemble du conseil d'administration.

M. Diard souligne que la bibliothèque est un service majeur pour la communauté étudiante et estime que toute modification des tarifs de ce service devrait être discutée au conseil d'administration. Bien qu'il ait confiance en

M. Darbon, il trouve important que le conseil conserve son rôle dans la prise de décision concernant les questions étudiantes.

M. Gallet fait remarquer que le pouvoir du conseil d'administration est somme toute assez relatif et que les choses se préparent en amont. Il considère que c'est à la direction de faire une proposition des sujets à déléguer, surtout ceux qui sont récurrents. Il est d'avis que les sujets soulevés par M. Barreault concernant la capacité de l'établissement à conduire ses investissements et à recruter des collaborateurs sont des sujets pertinents pour le conseil d'administration.

Sur le sujet de la bibliothèque, M. Pujolar estime qu'il aurait été pertinent de soulever des sujets généraux, tels que la politique d'ouverture adoptée par l'ensemble des établissements du site, en lien avec Bordeaux Métropole, et le partage de l'engagement des établissements à élargir les horaires d'ouverture pour tous les étudiants, l'Université de Bordeaux se questionnant sur ce point en raison de l'attractivité importante de ses bibliothèques pour les étudiants de l'ensemble du site.

En l'absence de remarque supplémentaire, M. Gallet soumet au vote la délibération.

Résultat du vote		Délibération 2024-05
Effectif statutaire du CA		30
Membres en exercice		29
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote		7
	Pour	29
	Contre	0
	Abstention	0

→ Résultat : adoptée

■ Modification sur la mutualisation des droits forfaitaires inter-IEP PJ.5

Mme Caron rappelle que, dans le cadre de la convention de mutualisation inter-IEP, un étudiant de quatrième année peut demander à effectuer sa cinquième année dans un autre IEP, sous certaines conditions. Dans le respect de la convention de mutualisation renouvelée et signée par Monsieur le Directeur, il s'agit de mettre à jour les tarifs des droits d'inscription pour ces étudiants. L'étudiant reste inscrit dans son IEP d'origine, il est inscrit à titre secondaire dans l'IEP d'accueil et, le cas échéant, à un diplôme national de master. Il règle les droits d'inscription dans son IEP d'origine selon les règles en vigueur, et est exonéré des droits d'inscription dans l'IEP d'accueil. En cas d'inscription en DNM, il doit s'acquitter des droits nationaux (243 € pour un master).

M. Gallet s'enquiert du nombre d'étudiants que cela représente.

Mme Caron répond qu'environ 200 étudiants partent dans un autre IEP et 5 viennent à Sciences Po Bordeaux.

M. Bertrand (Gilles) souligne que la mutualisation en cinquième année peut sembler quelque peu décalée par rapport à la réforme LMD. Il souhaiterait que cette mutualisation ait lieu dès le début de la quatrième année, mais les discussions avec les autres IEP achoppent sur ce sujet.

Mme Gaudin explique que certains IEP sont restés longtemps sur le format de quatre ans et qu'ils n'ont jamais réussi à libérer suffisamment de places pour accueillir tous leurs étudiants en cinquième année. La mutualisation en cinquième année est donc pour eux une solution à ce problème. Selon elle, il faudrait revoir la logique même de la mutualisation, car il n'est pas non plus pertinent d'accueillir des étudiants en 5A alors que la plupart des parcours s'arrêtent en janvier.

M. Lambert attire l'attention sur une formulation selon lui erronée dans le document des tarifs, à la page 10 : le terme « élève » est utilisé au lieu de « étudiant ». Il précise que les bénéficiaires sont des étudiants sur critères sociaux du CROUS, et non des élèves.

M. Compagnon propose d'écrire : « élève étant « étudiant boursier sur critères sociaux du CROUS » ».

Cette proposition est acceptée et M. Gallet soumet au vote la délibération.

Résultat du vote		Délibération 2024-06
Effectif statutaire du CA		30
Membres en exercice		29
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote		7
	Pour	29
	Contre	0
	Abstention	0

→ Résultat : adoptée

3. Affaires statutaires

■ Modification du règlement intérieur (objets trouvés) PJ.6

M. Mbaye explique que le règlement intérieur prévoyait initialement que Sciences Po Bordeaux décline toute responsabilité en cas de perte ou d'objets trouvés. Avec le plan Vigipirate, il incombe désormais à l'IEP de gérer les objets trouvés. Par conséquent, une collaboration avec la municipalité de Pessac (normalement responsable de la gestion des objets trouvés) a été établie. Les objets seraient conservés sur le campus pendant l'année universitaire. À la fin de l'année, les objets de valeur seront restitués à la commune de Pessac tandis que ceux de moindre valeur seront remis à des associations.

M. Potier s'interroge sur la mention du respect des bonnes mœurs dans le règlement intérieur. Il mentionne avoir lu plusieurs articles suggérant une tendance croissante à la suppression de cette mention, jugée désuète.

M. Lambert suggère de voter cette suppression dès maintenant, pour éviter de devoir attendre un prochain conseil.

Mme Gaudin pense qu'il faut prendre son temps pour examiner le règlement.

M. Gallet partage son avis. En l'absence d'autres remarques, il soumet au vote la délibération.

Résultat du vote		Délibération 2024-07
Effectif statutaire du CA		30
Membres en exercice		29
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote		7
	Pour	29
	Contre	0
	Abstention	0

→ Résultat : adoptée

4. Ressources humaines

■ Présentation du document socle de formation continue des personnels de l'établissement

M. Bertrand (Olivier) présente l'intranet de l'établissement. Il précise que le but n'est pas de proposer un plan de formation formel pour une année civile ou universitaire : l'offre de formation est variée, elle dépend des besoins recueillis, mais aussi des initiatives individuelles des agents, comme dans les laboratoires ou la bibliothèque, qui entreprennent leurs propres démarches. L'idée est donc plutôt de présenter un document-cadre élaboré en commun, décrivant la méthodologie de définition des besoins en formation.

Ce document repose sur sept axes stratégiques : l'accompagnement du développement de la qualité de vie au travail, le renforcement des compétences managériales, l'appui à la recherche et aux pratiques pédagogiques, l'accompagnement dans la démarche de développement durable et responsabilité sociétale de l'établissement, la garantie de la sécurité des biens et des personnes, la prévention des risques professionnels, le développement professionnel des agents et des collectifs de travail, ainsi que le renforcement des compétences numériques et des usages des outils métiers. Divers types de formations sont proposées : cela peut être des formations d'adaptation

immédiate aux postes de travail, organisées par l'IEP, ou des formations demandées directement par les établissements, souvent d'ordre technique. La réglementation relative au CPF, au bilan de compétences, aux VAE et aux congés de formation professionnelle est également rappelée sur l'intranet et un focus est fait sur le congé pour projet pédagogique, un dispositif destiné aux enseignants et enseignants-chercheurs pour développer leurs pratiques pédagogiques, ainsi que sur la formation initiale de ces derniers. M. Bertrand conclut en indiquant que tout cela sera décliné à travers un certain nombre de propositions qui seront mises en ligne très prochainement, accompagnées d'un formulaire d'inscription direct pour les agents.

5. Politiques de l'établissement

■ Présentation du schéma directeur DD&RS et du projet de labellisation DD&RS PJ.7

M. Duverger présente le schéma DD&RS :

- Deux enjeux majeurs :
 - Répondre à l'injonction de plus en plus forte des tutelles, exigeant des établissements l'adoption de schémas de développement durable et de responsabilité sociétale.
 - Répondre à une volonté propre de l'établissement de s'engager dans une démarche de labellisation DD&RS. Cela implique non seulement une auto-évaluation (en cours de finalisation), mais aussi la production d'un document d'orientation stratégique, qui doit être soumis au vote du conseil d'administration.
- Cinq axes, alignés sur ceux du label DD&RS :
 - Le premier axe concerne la gouvernance.
 - Les deux suivants, la formation et la recherche, sont spécifiques aux établissements d'enseignement supérieur. Ils englobent notamment les questions de mobilité pour la recherche et la formation, qui constituent le principal poste de dépenses en carbone de l'établissement.
 - Le quatrième axe porte sur les questions environnementales et patrimoniales.
 - Le dernier axe concerne le volet social de l'établissement (la politique sociale, l'égalité femmes-hommes, la lutte contre les discriminations et la question du handicap).
- 3 points à noter :
 - Ce schéma s'appuie sur ce qui existe déjà dans l'établissement : de nombreux éléments sont déjà en place, l'objectif est maintenant de les harmoniser et de les renforcer.
 - L'adhésion de la communauté est forte et aucune résistance particulière n'a été rencontrée.
 - L'objectif principal n'étant pas seulement d'élaborer des schémas, mais de passer à l'action, une démarche d'animation et de pilotage sera mise en place afin de mobiliser toute la communauté.

M. Gallet s'enquiert d'éventuelles questions.

Mme Bosdecher salue le travail accompli sur la thématique, qu'elle juge essentiel pour la préparation des futurs actifs dans la société. En tant que responsable du dispositif Déclik à Sud-Ouest, elle se rend compte de la nécessité de former sur des concepts tels que le bilan carbone et la neutralité carbone, mal compris par les journalistes. Selon elle, ce travail est fondamental, car toutes les collectivités et entreprises vont bientôt devoir réaliser ces bilans carbone.

M. Potier souhaiterait tout d'abord savoir si un référent sera chargé de la mise en œuvre et du suivi de la charte éthique en matière de recherche. Ensuite, il aborde la question des véhicules appartenant à l'établissement, remarquant leur absence dans le schéma présenté.

Mme Couderc répond que l'IEP de Bordeaux a un véhicule, qui a plus de 10 ans. La direction souhaite le changer avant la fin de l'année pour un modèle plus écologique.

Concernant la première question, M. Duverger explique que l'établissement va élaborer une politique scientifique globale. Dans ce cadre-là, la possible nomination d'un référent sera posée.

M. Pujolar confirme que tous les établissements du site sont impliqués dans cette démarche. Les laboratoires ont été invités à signer une charte des labos en transition, abordant les divers aspects du DD&RS. Ensuite, chaque établissement et laboratoire est responsable de sa mise en œuvre.

En l'absence d'autres questions, M. Gallet soumet la délibération au vote.

Résultat du vote		Délibération 2024-08
Effectif statutaire du CA		30
Membres en exercice		29
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote		7
	Pour	29
	Contre	0
	Abstention	0

→ Résultat : adoptée

■ Présentation du bilan du premier plan d'action égalité Femmes/Homme 2020-2023 et méthodologie plan d'action 2024-2027

M. Lemaire-Patin présente un bilan du premier plan d'action sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes pour la période 2020-2023. Le plan comprend cinq axes, les trois premiers axés sur les personnels, notamment sur la rémunération et l'accès aux corps, et les deux derniers concernant à la fois les publics étudiants et les personnels. Dans le premier plan, voté en CA en décembre 2020, un axe supplémentaire propre à l'établissement a été ajouté, l'axe 5, sur la promotion de l'égalité de genre.

Ce premier plan comportait 21 propositions, dont la majorité a été atteinte. D'autres actions ont été initiées de manière indépendante du plan d'action, tel qu'un rapport sur les violences sexistes et sexuelles en 2021. Toutes les actions de sensibilisation, de formation et les cours sur les sujets de genre ont été effectivement mis en œuvre, souvent même au-delà des attentes initiales. D'autres actions, notamment concernant le recrutement, sont encore en cours, notamment pour les professeurs d'université.

M. Lemaire-Patin évoque ensuite les préconisations qui ressortent de ce premier bilan, regroupées sous trois thématiques. La première thématique porte sur la communication et la gouvernance : M. Lemaire-Patin souligne l'importance d'impliquer davantage les différents services ainsi que la nécessité d'harmoniser ce plan avec les autres politiques de l'établissement, notamment celles liées au développement durable et à la qualité de vie au travail. Il y a également un enjeu majeur de valorisation des dispositifs déjà existants, encore trop peu connus.

La seconde porte sur les formations : elles doivent être pérennisées et élargies à tous les publics, notamment aux personnels administratifs, enseignants et chercheurs. La troisième porte sur les carrières : M. Lemaire-Patin met en avant la nécessité d'améliorer l'accessibilité des informations sur les évolutions de carrière, l'équilibre entre vie professionnelle et personnelle, ainsi que la parité dans les postes à responsabilité.

M. Gallet s'enquiert d'éventuelles questions.

M. Ballet remercie M. Lemaire-Patin pour le travail accompli sur ce sujet. Il souligne la nécessité de poursuivre les efforts en matière d'égalité hommes-femmes et confirme leur volonté de collaborer sur le nouveau plan.

6. Organisation générale des études

■ Adoption du calendrier des inscriptions 2024-2025 PJ.8

Mme Couderc explique qu'il s'agit d'indiquer les dates, y compris celles qui sont approximatives en attendant certains arrêtés, et surtout de noter que la date limite de demande d'annulation d'inscription et de remboursement pour convenance personnelle est fixée au 9 septembre 2024, soit le début des cours des enseignements au sein de l'établissement.

En l'absence de questions, M. Gallet soumet la délibération au vote.

Résultat du vote		Délibération 2024-09
Effectif statutaire du CA		30
Membres en exercice		29
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote		7
	Pour	29

Contre	0
Abstention	0

→ Résultat : adoptée**■ Adoption du calendrier universitaire 2024-2025 PJ.9**

Mme Forest précise que la base pour établir ce calendrier est celle transmise par l'université de Bordeaux, afin d'harmoniser les congés scolaires sur le campus en raison des enseignants partagés. Elle attire l'attention sur quelques points par rapport aux années précédentes :

- Les premières années auront une semaine de rentrée sans cours pour une réelle semaine d'intégration.
- Les premières années auront leurs examens avant les vacances de Noël avec quelques jours de révisions.
- En raison d'un grand nombre d'examens à organiser, certains examens seront programmés avant les congés d'avril, et non après comme habituellement.
- La rentrée 2024-2025 marquera la première année de transition avec une demi-promotion supplémentaire sur site.

M. Gallet s'enquiert d'éventuelles questions.

Mme Trichet se réjouit du retour de la semaine de prérentrée pour les premières années, qui répond à un réel besoin des étudiants et étudiantes : dans une concertation antérieure, 80 % des répondants sont déclarés favorables à cette prérentrée. En raison de contraintes de calendrier, cette prérentrée n'est pas possible pour les autres années, mais Mme Forest assure qu'un travail sera fait afin que des moments de cohésion soient aussi organisés pour ces années-là.

M. Lambert exprime quelques points de préoccupation. Tout d'abord, la rentrée en août pose des difficultés pour de nombreux étudiants qui travaillent pendant l'été et dont les contrats se terminent souvent le 1er septembre, en plus des problèmes de logement. Ensuite, ils maintiennent leur volonté d'avoir une réelle semaine de révisions, y compris à Pâques.

M. Rouger souligne que le début des activités dès le mois d'août engendre des difficultés pour l'ensemble du personnel. Toutefois, il a cru comprendre que cette situation était transitoire pour les deux prochaines années et il espère que la rentrée se fera ensuite normalement.

En l'absence d'autres questions, M. Gallet soumet la délibération au vote.

Résultat du vote		<i>Délibération 2024-10</i>
Effectif statutaire du CA		30
Membres en exercice		29
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote		7
	Pour	29
	Contre	0
	Abstention	0

→ Résultat : adoptée

M. Gallet remercie les membres du CA pour leur participation active aux débats et clôture la séance. Il informe que le prochain conseil se tiendra le 28 juin 2024.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.